L'ABEILLE.

Journal de l'Etat et de la Première Municipalité

PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 15 DECEMBRE 1838

Le feu a éclaté hier soir, dans une maison à l'encoignure des rues des Marais et St. Philippe; elle a été entièrement consumée.

Par le navire **Sheffield**, arrivé à New-York, de Londres, on a reçu des avis commerciaux du Havre, du 27 octobre. Nous les publions aujourd'hui.

Nous apprenons avec peine que la navigation de l'Ohio est entièrement suspendue audessus de Cincinnati, et qu'il n'y a que 4 pieds d'eau sur les bancs au-dessous de Louisville.

MEURTRE HORRIBLE.

Il vient de se commettre un meurtre dans la paroisse de la Pointe-Coupée, dont l'atrocité surpasse toute imagination. Deux jeunes enfans, fils de Madame Russell, [le plus âgé n'avait que dix ans,] ont eu leur tête coupée à coups de hâche par un nommé Fish, qui, ne se trouvant pas satisfait d'avoir immolé ces deux intéressantes victimes, voulut aussi assassiner leur mère infortunée. On ne put se rendre maître du meurtrier qu'après un combat très opiniatre, dans lequel il fut sérieusement blessé. Fish est maintenant renfermé dans la prison de St-Francisville.

Explosion d'une Eglise.—Le révérend M. Cover, d'une église anabaptiste dans la partie ouest de la ville de Redding, Etat du Connecticut, ayant fait un sermon sur l'abolition de l'esclavage, et ayant ensuite annoncé qu'il devait en faire un autre, sur le même sujet, dans la soirée du 29, une personne inconnue plaça la veille un baril de poudre sous la chaire et y mit le feu. L'explosion fut telle, que l'église fut entièrement demolie!

On vient d'inventer à Philadelphie, une nouvelle presse à imprimer, qui, dit-on, vaut celle à double cylindre. Sa construction est d'une grande simplicité, elle peut imprimer 25 feuilles à la minute et ne coûtera que $900.

DINER OFFERT AUX OFFICIERS DU *METEORE*.

Jeudi soir, le major-général Gaines, de l'armée des Etats-Unis, a donné un dîner brillant en honneur des officiers de la corvette de guerre française le *Météore*, en ce moment dans notre port.

A cinq heures les convives prirent place autour d'une table richement et élégamment servie, à la demeure du général. La compagnie se composait du commandant et des officiers de la corvette, du consul de France, du capitaine Rousseau de la marine des Etats-Unis, du major Clark, du capitaine Grevsen, du lieutenant Reynolds, des docteurs Hawkins et Roffi chirurgiens de l'armée des Etats-Unis; du général Pluchi et de l'état-major de la légion de la Louisiane, du capitaine Wilkinson et du lieutenant Labatut des grenadiers, du colonel Milton, du Dr. Smith, de MM. Norris, Savage et quelques autres amis.

La table fut embellie par cette courtoisie bien connue qui est l'un des traits caractéristiques de l'illustre hôte. On a surtout pu y remarquer cette élégante simplicité de manières qui dénote toujours l'urbanité de l'homme comme il faut.

Entr'autres santés portées et rendues avec la plus grande cordialité, on a distingué celle du Président des Etats-Unis, de sa majesté Louis-Philippe, du Gouverneur de l'Etat de la Louisiane, de la reine Victoria, de la REINE FRANCE, *notre ancienne alliée*, à une époque où le courage était mis à de rudes épreuves, du prince de Joinville, à la mémoire de Lafayette de Dekalb, Kosciusko, Rochambeau et des autres étrangers qui combattirent généreusement pour la liberté de notre pays; enfin quelques autres encore, flatteurs pour l'hôte illustre et quelques-uns des convives, et surtout un toast du Consul français et du Commandant du *Météore*, qui a dû être extrêmement agréable à tout Américain, ami de sa patrie. Enfin, pour dernier toast on porta celui de "Nos amis présens et absens, Dieu les bénisse!" propose par le vénérable général qui avait si noblement entretenu ses convives.

Tout se passa le mieux du monde et chacun sait l'occasion d'en témoigner sa satisfaction. Une telle réciprocité d'attention et d'égards, tout en faisant honneur à ceux qui en rendent les organes, revèt la nature humaine de ses plus belles couleurs et rehausse la véritable chevalerie du caractère militaire.

PENNSYLVANIE.

Les journaux de Baltimore nous fournissent les dates les plus récentes de Harrisburg, et des nouvelles du théatre des désordres, qui vont jusqu'au 7 du courant. A cette époque, on pensait que l'on parviendrait à mettre un terme aux difficultés au moyen d'un arrangement entre les deux parties à cet effet, que la législature ne s'occuperait point de l'élection d'un sénateur des Etats-Unis, du trésorier de l'Etat, ou des commissaires des canaux, avant que l'on eût prononcé sur la légalité des retours des élections dans le comté de Philadelphie. Nous ne savons pas jusqu'à quel point les démocrates seront disposés à avoir confiance en leurs adversaires. Une fois qu'ils auront une législature organisée, et somme ne le prouve que trop l'expérience, ils feront tout ce qu'ils jugeront convenable en dépit des lois et en dépit du bon droit.

On aurait beau fouiller dans les annales de ce pays, on n'y trouverait pas un autre exemple d'une sentative aussi impudente de renverser les droits constitutionnels des citoyens, que celle du secrétaire de l'Etat et des membres républicains de l'assemblée générale dans cette occasion. La loi applicable dans l'espèce est si claire et si explicite, qu'il ne peut pas même avoir recours à l'excuse banale de l'avoir mal comprise. Il y a dans le comté de Pennsylvanie dix sept districts d'élection et dix sept juges d'élection. Il est du devoir de ces juges de se rendre dans les maisons du Gouvernement le vendredi qui suit l'élection générale et de s'assurer, par les retours de tous les districts quelles sont les personnes qui ont été élues sénateurs ou représentans. Ils doivent ensuite faire un rapport général de toute l'élection du comté, dont une copie doit être déposée dans les bureaux du protonotaire de Philadelphie, une autre doit être adressée au *Sénat* pour la partie des élections qui le concerne, et enfin une troisième au secrétaire d'Etat pour ce qui a rapport à l'autre chambre. Dans les deux cas, ils doivent être mis au bureau de la poste le plus rapproché, et envoyés par la malle. Il est encore du devoir des juges de tenus entre à toute personne elue un duplicate une attestation de son election.

En conformité avec cette loi, les dix sept juges des élections s'assemblèrent; et s'étant assurés que deux sénateurs démocrates et huit représentans avaient obtenu une majorité de voix, ils préparèrent leurs rapports en conséquence. Il est bien de remarquer ici que personne n'a élevé des doutes sur la majorité; elle était très forte, et environ de 1,100 voix. Les votes d'un district furent rejetés sous prétexte de corruption, mais les votes ainsi perdus n'élevaient à 700 plus ou moins, et ne pouvaient par conséquent point affecter le résultat de l'élection du comté en faveur des candidats démocrates, qui n'en avaient pas moins encore une majorité de 300 voix. Malgre la clarté de faits, six juges sur dix sont refusé de se ranger de l'avis de leurs collègues sur les rapports à faire. Ne, an nains la majorité obéit aux injonctions de la loi, dans tous ses détails, avec une attention scrupuleuse. Ce rapport, ainsi fait et signé par une majorité des juges, était le seul qui fût vrai, légal et qui pût autoriser les retours à être reçus.

Mais quand les juges eurent fini leur besogne et se furent ajournés, la minorité des six s'assembla, rédigea et signa un rapport de sept districts. On n'avait pas trouvé à redire à la validité de l'élection dans les dix autres, mais il devint nécessaire de les omettre, afin de fabriquer une majorité en faveur des Fédéralistes, et ils furent omis! Ces six juges eurent l'impudence de se qualifier de "juges rapporteurs des différens quartiers, villes et districts du comté de Philadelphie," et de certifier qu'en cette qualité ils avaient examiné les divers retours de ces districts, quartiers et villes, et de donner ainsi une apparence officielle au mensonge que sept districts constituaient les dix sept dans lesquels ce comté est divisé. Le retour ainsi fabriqué d'une manière frauduleuse, fut envoyé le même soir par exprès à Harrisburg, quoique la loi dise positivement que les retours seront expédiés par la malle. Le secrétaire d'Etat reçut cette pièce subreptice de la minorité et rejeta le rapport de la majorité. Il présenta le premier à la chambre, l'autre, il le garda par devers lui; mais le greffier de la chambre le produisit et essaya d'en donner lecture, lorsque les membres furent réunis.

Tel est l'exposé correct des causes qui ont amené la dispute, source de tant de désordres dans la capitale de la Pennsylvanie. Nous nous sommes appesanti sur les détails, afin que nos lecteurs puissent bien saisir une question qui pourrait bien avoir des conséquences sérieuses. Les actes illégaux ont commencé du côté des personnes en autorité. Lorsqu'elles seront parvenues à consommer le tort qu'elles ont en vue de faire aux droits du peuple, il ne restera plus aucun remède. Aussi espérons-nous bien ardemment et bien sincèrement qu'on ne permettra pas aux membres élus par la minorité de siéger un seul jour.

Le gouverneur Ritner a pris sur lui une effrayante responsabilité, en lançant une proclamation incendiaire en appelant aux armes la milice pour reprimer une assemblée populaire de soixante et quatre-vingt mille termes dont il se sert pour désigner les citoyens démocrates qui des autres parties se sont assemblés à Harrisburg. Il paraît désirer d'augmenter l'agitation et s'alarme au lieu de chercher à calmer l'esprit public, car il sait fort bien que la vue d'une force armée à Harrisburg, ne servira qu'à créer de nouveaux troubles, à pousser les choses à l'extrême, et il sait de plus que dès que ses partisans dans la législature permettront aux lois qui régissent les élections d'avoir leur plein et entier effet, le tumulte s'apaisera de lui même.

Nous trouvons qui suit de la *Gazette the United-States*, feuille fédérale très violente:

Harrisburg, 6 décembre 1838.

La chambre des représentants s'assemble pour le moment dans l'une des salles de l'Hôtel Wilson. Cette mesure leur est imposée par les clameurs de la populace. Ils se sont assemblés hier soir et ont choisi pour greffier Dr. Faus et pour sergent d'armes A.P. Hughes.

On a présenté une pétition de divers citoyens du comté de Bedford, dans laquelle on conteste à Mr. T. B McElwee le droit de siéger; après quoi la chambre s'est journée à lundi à 7 heures du soir.

Tant que la populace qui règne ici en souveraine ne sera pas dispersée, il ne sera pas possible aux membres de s'assembler dans les salles législatives du Capitole, sans courir risque de la vie. Il faut espérer que nous verrons bientôt la fin de cet état de choses aussi affreux que déshonorant. Ce sont là mes vœux—mais je crains bien qu'elle ne soient pas exaucés. Il est à craindre que la populace n'ait pas encore comblé la mesure des scènes de violence qu'elle a méditées.

L'assemblée qui est présidée par Mr. Hopkins, s'est réunie dans son emplacement; mais n'est réunie que pour ajourner, sans avoir rien fait. Les *hooligans* qui portent les clefs de la salle législative, tiennent les portes fermées et la multitude s'étend tellement autour de l'édifice, que les membres qui l'ont intention de s'y rendre ne peuvent y entrer sans courir le danger d'être insultés et battus. Ce sera le 10 décembre, prochain avant que la chambre puisse être organisée.

Les heures de l'après midi, mais faute d'un nombre suffisant de membres, elle s'est ajournée à demain 10 heures du matin.

A six heures, M. Fullerton donna au lieutenant-gouverneur le sénat et prononça l'ajournement de ce corps au 1er. lundi de décembre.

Jusqu'à ce jour les autorités de Harrisburg ont été coupables d'une honteuse négligence en n'employant pas leur pouvoir de corps constitué au maintien de l'ordre et à la protection des jours et des libertés de ceux qui se rendent ici pour les affaires de l'Etat. Les commettans des membres de la législature en seront justement courroucés. Un passe sérieusement à transporter le siége du gouvernement de cette ville dans une autre où les autorités et le peuple seront disposés à protéger et à défendre la législature du comté, et certes, après tout ce qui s'est déjà passé, cette question mérite d'être sérieusement examinée.

Je pourrais remplir plusieurs feuilles, des détails de cette affaire, mais il est tout aussi facile d'expliquer en peu de mots l'état des choses:—Le sénat s'ajourne d'un jour à l'autre.—Les mutins sont maîtres du Capitole.—Les représentans Whigs tiennent momentanément leurs séances dans l'hôtel Wilson.—Le gouverneur a publie une proclamation invitant le peuple à soutenir les autorités civiles il n'y a point eu d'assemblée de la populace ce soir.

J'apprends que les autorités se disposent à lancer des mandats d'arrêt contre les meneurs.

PENNSYLVANIE S. S.

L. S. Au nom et par autorité de l'Etat de la Pensylvanie.

PROCLAMATION

DE JOSEPH RITNER, gouverneur du dit état.

ATTENDU qu'une populace effrénée, et armée, des comtés de Philadelphie de Lancaster, d'Adams, et d'autres lieux s'est tumultueusement assemblée dans le siége du gouvernement, avec le dessein avoué de troubler, d'interrompre et d'intimider la législature de cet état; d'en empêcher l'organisation régulière et d'arrêter le libre exercice de ses devoirs.

ATTENDU que la dite populace a déjà pénétré aujourd'hui dans la chambre du Sénat, qu'elle a contraint de suspendre les affaires ordinaires, par ses outrages et ses actes de violence, en poussant des cris et des hurlemens, en menaçant de violences et même de mort quelques uns des membres de ce corps et d'autres officiers du gouvernement; et enfin en franchissant la barrière de la chambre du sénat en dépit de tous les efforts qui furent faits pour l'en empêcher;

ATTENDU EN OUTRE que cette même populace reste toujours ici en nombre et en force, encouragée par une personne qui est officier du gouvernement général de Philadelphie, et brave toutes les lois et met les deux corps législatifs hors d'état de s'assembler dans le capitole:

C'EST POURQUOI je somme les autorités civiles d'user de tous les moyens possibles pour rétablir l'ordre, et les forces militaires de l'Etat de se tenir prêtes à se rendre au premier signal au siége du gouvernement.

J'invite tous les bons citoyens à prêter main forte pour réprimer cette populace effrénée et pour rétablir l'autorité suprême des lois.

Donné de ma main et sous le grand sceau de l'Etat, à Harrisburg, ce quatrième jour de décembre, l'an mil huit cent trente huit de notre Seigneur, et le soixante troisième de la république.

Par le gouverneur. THO. H. BURROWES, Secrétaire d'Etat.

Aucune des deux chambres ne s'est assemblée aujourd'hui. La populace est maîtresse du Capitole et empêche l'assemblée législative d'y apparoître ou d'y entrer, de n'en pas sortir vivante. Nous croyons qu'il y avait même fort peu de loco-focos.

La populace tient toujours des assemblées et les meneurs continuent à exciter leurs adhérens à des outrages et à des crimes. Mais l'approuve que le juge Blythe leur a aujourd hui adressé un discours dans lequel il a censuré leur conduite avec une fermeté et une sévérité qui ont un peu refroidi leur ardeur.

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

Nous recevons par l'estafette d'hier les nouvelles suivantes d'Europe, apportées à *New York*:

N. YORK, 7 déc—Le Sheffield, capitaine Allen, nous apporte les journaux de Londres, jusqu'au 4 novembre.

L'attention des éditeurs anglais paraît se diriger entièrement vers la perspective d'une guerre avec la Russie, dont ils discutent les probabilités.

Les nouvelles de Constantinople du 10 octobre portent que par suites des immenses préparatifs qui se font à Odessa et dans les ports environnans, Lord Ponson by a enjoint à l'amiral Stopford de se tenir près de Dardanelles, afin de surveiller les mouvemens de la Russie. Le Schah de la Perse a nommé un ambassadeur qui est chargé d'une mission spéciale pour l'Angleterre.

On a reçu en Egypte des nouvelles de Bagdad, qui annoncent qu'un autre corps de troupes anglaises est arrivé dans le golfe Persique, avec un petit parc d'artillerie, des munitions &c, que l'on a établi des communications régulières entre Bushire et l'Inde, et que deux navires de guerre anglais sont stationnés à Bussorah. Ces troupes sont destinées à servir de point de ralliement aux nombreux mécontens des provinces Sud Ouest de la Perse.

Le 7 novembre une explosion de gaz hydrogène carboné a eu lieu dans une mine de charbon appartenant à Henry Curwen Esq. à Lowen à trois ou quatre mil les de Whitehaven Angleterre. Quarante personnes ont péri par suite de cet accident.

Le Journal des Débats annonce que le gouvernement Français se propose de recommander aux chambres l'adoption d'un acte pour réduire d'un tiers le droit d'importation des sucres des Colonies—c'est-à-dire de 16 francs 50c. par cent kilogrammes ou de 8 francs 11f. par quintal. Le "Commerce" dit que le Prince de Lauchtenberg, second fils du feu Prince Eugène Beauharnais, ex-vice roi d'Italie, était sur le point de partir de Munich pour la Russie. Son mariage avec la princesse Olga paraît assuré.

Le général Van Halen a contraint le chef Carliste Cabrera à lever le siége de Caspe et à battu deux autres positions fortes carlistes dans l'Aragon.

BRUYS DE TERRE DANS L'INDE.

Le *Courrier de Bombay*, dans son numéro du 11 septembre, dit que, dans toutes les Présidences, on fait ouvertement les plus grands préparatifs guerriers. 25 mille hommes de troupes du Bengal et 5000 de Bombay devaient s'avancer vers Oudoul et des forces de Madras devaient surveiller les Népaulais. Au fait, le gouvernement indien se montre résolu à déployer de l'activité et de l'énergie, afin d'intimider, s'il est possible, les princes Septentrionales. Mais il est visible qu'il règne une très grande inquiétude, et les natifs n'hesitent pas à témoigner la satisfaction qu'ils éprouvent de l'arrivée des Russes et de l'Empereur qu'ils changent de maître.

Outre les 25 mille hommes en marche, l'armée anglaise indienne a tant grossi de forces considérables appartenant à Runjeet-Sing, estimées à 50,000 hommes et leur destination était Affghanistan. On pense généralement que cette démonstration d'une alliance intime entre Runjeet-Sing et le gouvernement anglais produirait un effet très favorable à Affghanistan et amènerait des rapports plus amicaux avec la Grande Bretagne. Ceux qui ont examiné avec quelque attention la question d'une invasion de l'Europe dans l'Inde, décideront au premier coup d'œil la grande importance qu'il y a à établir l'influence britannique dans l'Affghanistan, seule route praticable par laquelle une armée nombreuse puisse être atteinte à nos possessions indiennes.

La nouvelle de la résolution du gouvernement indien d'opposer les armes à la politique de la Russie est considérée, par les personnes les plus intéressées, comme de la seule marche que l'on puisse adopter dans ces circonstances et d'une route plus qu'à voir si l'autocrate sera disposé une guerre continentale en persistant dans son entreprise contre l'Inde.

On n'a point reçu de renseignemens ultérieurs mais on peut considérer ce qui suit comme étant la situation actuelle des affaires dans l'Inde. Trente mille hommes ont été envoyés de nos présidences indiennes Calcutta et Bombay sur Affghanistan et un corps de 9 000 hommes fournis par Runjeet Sing, l'ancien allié de la Grande Bretagne doit cooperer avec notre armée. Ce déploiement est fait en faveur de Soojah-Schah. Tun des candidats à la souveraineté d'Affghanistan Kani Kan, autre candidat, et Schah actuel de Herat, a réussi à lever le siége de cette ville, conduit par Mahomet-Schah, soutenu par des Perses et des Russes, après un carnage horrible, et laissant à peine à son ennemi un passage suffisant pour s'échapper. Burnah se montre assez pacifique; Najaut pas autant et Goorkhas, conjointement avec la Russie, cassient au moyen de leurs émissaires d'exciter ces deux puissances contre les Anglais. On dit que six mille Russes sont arrivés à Astrabaud, ville sur la côte Sud-Est de la mer Caspienne, et un autre détachement à Khivas au Nord-Est. On pense que Kan Ran poursuivra ses avances en marchant sur Kandahar et Caubul, et en prenant possession des deux, avant que l'arrivée des troupes combinées des présidences anglaises et de Runjeet Sing puisse arrêter l'exécution de ses projets.

Les deux grandes routes par lesquelles la Russie peut pénétrer dans l'Inde, selon les rapports de ses propres agens employés dans ces but expirés, sont celle de Khiva au Nordet celle d'Astrabad au sud de la mer Caspienne. Entre ces deux routes et Affaghanistan, est placé par lequels les deux routes doivent nécessairement passer, le fameux Turkomanie avec des tribus guerrières d'une force de 12 à 15 mille hommes de l'autre. Herat est le premier point de l'Affaghanistan dans lequel on peut entrer par la route du Sud et si nous joignons ce fait à l'arrivée annoncée des troupes russes à Astrabad, on apercevra aisément combien il est important de chasser de devant Herat, les Perses qui sont soutenus par la Russie.

L'Affaghanistan est en proie à des dissensions intérieures. Les trois grandes villes de cette province, Herat, Caubul et Kandaher sont sous l'autorité de Kam Ram Schah, de la branche royale, tandis que Dorl Mahomet Schah et son frère se sont rangés du côté du parti usurpateur ou rebelle. Le Schah Soojah, en faveur duquel on suppose que sont faites les démonstrations angloindiennes est un autre prétendant de la branche royale.

Ces deux branches, la branche royale et la branche rebelle sont non seulement en guerre continuelle entr'elles, mais sont inonne divisées dans leurs membres, de sorte n'est lorsqu'un danger commun leur fait une loi de se réunir.

Ainsi, ils offrent une tentation bien grande à toute puissance voisine de s'emparer de tout le territoire, en favorant alternativement les intérets de l'une ou de l'autre, et en rendant ainsi elles mêmes les instrumens de leur propre ruine. Et cependant leur territoire est certainement d'une très haute importance pour la conservation de notre empire d'Orient.

IMPORTANT.—Au nombre des passagers qui sont dernièrement partis sur le navire à vapeur *Liverpool*, se trouve M. H. *M. Price*, associé du district des Etats-Unis. L'opinion des journalistes de New-York était d'abord que le voyage de M. Price était beaucoup plus lié avec Swartwout qu'on ne le pensait et que son départ pour l'Angleterre lui devenait urgent pour éviter les conséquences d'une *déclaration* énorme dans les fonds publics, dont il est accusé. Depuis le journal du Commerce il paraît qu'il a mûrement combiné son plan de départ, et que par des manœuvres ingénieuses il a sû avertir ses amis et même sa famille, sur ses intentions.

Il a laissé, en partant, la lettre suivante:

Au Président des Etats-Unis,

Bureau de l'avocat des Etats-Unis,
New York, 6 décembre 1838.

Monsieur,—Dans le cours de mes relations officielles avec M. Samuel Swartwout en qualité de collecteur de ce district, je n'ai pas eu occasion de découvrir aucune circonstance ou son intégrité à été mise en doute, ou dans aucune ses obligations envers le gouvernement n'ont pas été remplies.

Le solliciteur de la trésorerie m'a officiellement requis de surveiller et contrôler les poursuites à entreprendre contre lui et ses cautions, par suite, mandat d'arrêt et warrant sur les biens tant du principal que des cautions.

En tant que je doute que les réclamations contre lui (Swartwout) aient été véritablement établies, et que les poursuites pour le remboursement des fonds aient été légalement lancées par le solliciteur de la trésorerie, je déclare n'y avoir eu aucune part officiellement.

Dans ces circonstances, je ne puis consentir à devenir l'instrument de leur destruction. En conséquence, je vous envoie ma démission d'avocat de district des Etats-Unis, dans l'espoir que vous ordonnerez de suite que l'on établisse le compte du département de la trésorerie avec moi, afin que je puisse être absout de toute responsabilité personnelle dans cette affaire.

Le montant des frais qui me sont dûs pour les affaires non-terminées dans le bureau que j'occupais excédera de beaucoup celui que j'ai dernièrement reçu des débiteurs du gouvernement, et lorsqu'il sera définitivement établi, m'acquittera entièrement de toute dette envers le gouvernement.

J'ai l'honneur d'être, avec respect, votre très humble serviteur,

WILLIAM M. PRICE,
Avocat de district des Etats-Unis,
pour le district Sud de New-York.

AMERIQUE DU SUD.

Nous trouvons dans une de nos correspondances de New-York, une lettre de Guayaquil, du 31 août, qui annonce que les affaires présentaient un aspect des plus affligeans. Un navire arrivé la veille de Payta, apportait la nouvelle que l'expédition *ebitienne*, s'était emparée de Callao, avait coulé la corvette péruvienne Bacobaya, et capturé la frégate Congreso. Lorsque la révolution du 24 juillet fut effectuée par Orbegoso, les troupes boliviennes et les deux bataillons péruviens, soutinrent vigoureusement le protecteur, et se mirent en marche de Lima, laissant guerroyer Orbegoso avec les Chiliens. Lima est dans un état déplorable. Les affaires sont entièrement suspendues, et la douane est fermée. L'escadre américaine, commodore Ballard, était à Callao le 15. Grâce à la prudence du président Rocafuerte, qui se tient à l'écart de la querelle qui existe entre le Chili et le Pérou, nous jouissons de la plus parfaite tranquillité.

FEUILLETON.

Monsieur l'Editeur,

Nous apprenons à l'instant qu'un communiqué doit vous être envoyé, tendant à prouver que la courte analyse que nous avons faite avant-hier de l'opéra du *Domino Noir*, était empruntée à un journal de Paris, et que par conséquent le plagiat de notre part était patent. Nous étions loin de penser que ce crime (si c'en est un en matiere de théâtre) fût signalé par ceux qui possèdent le *Monde Dramatique*, dans lequel nous avons puisé cette analyse, lorsque vous-même, Monsieur l'Editeur, et beaucoup d'autres de nos amis nous avez entendu dire: *qu'étant abonnés à trois différens journaux des théâtres de Paris, nous étions à même, autant que qui que ce fut à la Nouvelle Orléans, de vous fournir les analyses des pièces nouvelles*, mais comme

"Il est avec le ciel des accommodements,"

nous guillemettrons à l'avenir les passages qui ne seront pas de nous, afin que l'auteur du communiqué ne se donne plus la peine de prouver sa vaste *érudition*.

J'ai l'honneur d'être, &c. M***

THEATRE.

Le Domino Noir.—Le Croque-Notes.—Madame Ellermann.

On nous a accusé quelquefois d'être sévère envers l'administration du théâtre. Cette fois du moins nous n'aurons que des éloges à lui donner. *Le Domino Noir* va devenir pour elle une mine fructueuse, qui ne sera épuisée de long temps. Cette pièce a été montée avec soin et intelligence. La mise en scène est parfaite, et s'il y a à reprendre encore à quelques détails, il faut avouer que l'ensemble en est excellent. L'exécution a du reste beaucoup gagné à la seconde représentation, et nous ne doutons point qu'elle ne soit irréprochable à la troisième. Quant à nous, avant de porter sur une œuvre de cette valeur, un jugement définitif, nous avons attendu une seconde épreuve, et cette épreuve nous a paru dégénère. L'orchestre a exécuté l'ouverture avec un ensemble parfait. Mr. Cecil qui le dirige, a fait preuve de talent. Cependant, il a retenu, un peu trop peut-être, l'élan que l'on doit imprimer à la *strette* dans la retrouvé plus tard, toute sa chaleur, et a fait, d'abord, ouvrir la marche du trait, les premières notes. M. Prévôt a dignement remplacé, sans le faire oublier, M. Varney, l'ancien chef d'orchestre.

Le premier acte ne ressent un peu de la fraîcheur du poème, dont les premières scènes sont languissantes. Néanmoins on y trouve de jolis morceaux, et parfaitement *rammés*. Dans le duo de Melle. Calvé et de Couriot, par exemple, la jolie polonaise, déjà entendue dans l'ouverture, revient, la seconde fois, d'une manière neuve. Un harmonie en est originale. Le premier morceau contient aussi de jolie traits de chant en duo entre Melle. Calvé et Mme. Neveu. A propos de ce morceau, il serait peut-être convenable de prier MM. les charnettes de s'accorder avant de commencer un opera. Plusieurs fois déjà nous avons eu l'oreille blessée par la différence de prêté d'un demi ton, qui existe entre le premier et le second. Dans le passage dont nous parlons, cette discordance a été très sensible.

Le second acte est sans contredit la meilleure partie de l'ouvrage. Tout y est à sa place. On reconnait facilement à un grand maître à passé par là. Les couplets chantés par Mme. Mathieu, et dont les paroles sont fort jolies quantes.

S'il est sur terre
Un emploi
Selon moi,
Qui doive plaire &c &c.

Ces couplets, disons-nous, renferment une jolie phrase. Cependant la fin nous en a paru un peu prétentieuse; elle finse trop le grand air.

Le chœur qui commence ainsi:

Révélons nos pièges Pygmen et les belles
Réveillons les marins prêts à s'endormir, &c

fait d'un très bon effet et parfaitement écrit. Le motif en est assez original, et le style est bien celui qui convient à la situation. Viennent ensuite des couplets chantés par Bailly. *Le Croquis Notes* de Bailly ne sont tout-à-fait remarquable. Le duo qui s'y enchaine est également bien traité. Le final est d'un entrainement bien ménagé.

Le troisième acte est, selon nous, un peu long, dans son ensemble. La jolie cavatine chantée par Mlle Calvé

Amour, ô toi dont le nom même
Et tes traits frappe d'anathème, &c. &c.

commence par des couplets dont le motif est très heureux, mais qui serait peut-être plus saillant, s'il était moins répété. Ces couplets auraient suffi. Le chœur des nonnes est d'un style très gracieux et très agréable, les reprises en sont trop fréquentes. Quant à la prière de la charelle, elle est entrainante, malgré la longueur. Mlle. Calvé a dit avec un sentiment parfait. Le quatuor qui termine cet acte est d'un effet très heureux, mais qui serait peut-être plus saillant, s'il était moins répété. Ces couplets auraient suffi. Le chœur des nonnes est d'un style très gracieux et très agréable, les reprises en sont trop fréquentes. Quant à la prière de la chap